

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76 315  
Cedex 2  
44 036 Nantes

Nantes, le 19/11/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL DU VIEUX MORTIER**

1129 route du Bois Joly  
44 540 Vallons-De-L'erdre

Références : 2025-03612  
Code AIOT : 0054400183

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement EARL DU VIEUX MORTIER implanté 1129 route du Bois Joly 44540 Vallons-de-l'Erdre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DU VIEUX MORTIER
- 1129 route du Bois Joly 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0054400183
- Régime : Autorisation

Élevage relevant du régime de l'autorisation pour 91 200 animaux équivalents.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Planifiée conditionnalité des aides

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Rapport d'incident ou	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
	d'accident.		
12	Émissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective
13	Gestion des effluents / Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5	Sans objet
4	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
5	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
6	Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Sans objet
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13	Sans objet
8	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
9	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
10	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Sans objet
11	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les conditions d'élevage sont globalement conformes. Cependant, des non-conformités sont

constatées et notifiées dans le rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident.

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> Un bâtiment d'élevage de volailles de l'exploitation a fait l'objet d'un incendie dans son intégralité et n'est plus en état d'activité. Cet incident n'a pas fait l'objet d'une déclaration auprès du service des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'incendie du bâtiment d'élevage de volailles doit faire l'objet d'une déclaration. (Formulaire ci-joint).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Conformité de l'installation au dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nature et Effectif
<b>Constats :</b> Les effectifs de volailles de chair sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Distance minimale d'implantation des bâtiments d'élevage et leurs annexes

<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Intégrations paysagères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
<b>Constats :</b> L'intégration paysagère est maintenue. Le site est en bon état général de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Sécurité Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
<b>Constats :</b> Les locaux sont propres. L'exploitation dispose d'un plan de lutte contre les nuisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Bâtiments d'élevage et ouvrages de stockage des effluents. Stockage des aliments en dehors des bâtiments.
<b>Constats :</b> Le fumier de volaille fait l'objet d'un enlèvement lors du vide sanitaire. Absence de stockage sur le site de l'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> Les extincteurs sont contrôlés périodiquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Registre des risques
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des installations électriques est en date du 03/09/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.
<b>Constats :</b> Les produits toxiques ou dangereux pour l'environnement disposent d'une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Gestion des déchets et des sous-produits animaux
<b>Constats :</b> Les bidons en plastiques sont enlevés régulièrement dans une filière de recyclage.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles
<b>Constats :</b> Les MTD n'ont pas fait été modifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Émissions atmosphérique d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions (GEREP) n'est pas réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La déclaration des émissions doit être effectuée après la réception du message par courriel en début d'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 13 : Cahier d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

**Constats :**

L'exploitation ne dispose pas d'une convention de reprise de la totalité du fumier de volailles par la société de méthanisation Brigitte et Thierry à La Bohinière, 44 540 Vallons de l'Erdre.

Par ailleurs, les enlèvements ne font pas l'objet de l'établissement d'un bon indiquant la date, la quantité du fumier.

Ces non-conformités ont fait l'objet d'un précédent constat le 04/10/2021.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

Établir une convention de reprise du fumier de volailles et rédiger des bons de livraison, lors de chaque enlèvement, entre votre exploitation et la société de méthanisation.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande d'action corrective

***Proposition de délais :*** 1 mois



**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Émissions atmosphérique d'ammoniac
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Information confidentielle :